

→ **P.J.J à Dole : non à la fermeture des locaux du service public !**

C'est en catimini et contre l'ensemble des agents et de leurs représentants que la Direction Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ/Ministère de la Justice) Franche-Comté et la Direction Inter-Régionale PJJ Grand-Centre s'apprêtent à porter un nouveau coup fatal.

La cible : l'Unité Éducative de Milieu Ouvert (UEMO) du Jura.

Si cette structure est administrativement basée sur la commune de Lons-le-Saunier, depuis plus de 12 ans des locaux sont loués sur Dole (bien repérés par les familles et les partenaires, support indispensable à toute relation, lien) afin d'exercer sur ce secteur les mesures éducatives prononcées par les magistrats de la jeunesse ou du parquet dans un cadre pénal ou civil.

Depuis quelques semaines, cette organisation de bon sens est subitement remise en cause. Plus scandaleux encore, c'est par le propriétaires des lieux que les éducateurs ont été informés de la gravité de la situation: le service n'aura plus de locaux à la fin du mois de juin (après que la PJJ n'ai plus réglé les loyers qu'elle estimait subitement trop onéreux)!

Une décision aberrante !

Dotées d'arguments uniquement comptables (alors que va être créé avec un fort appui de nos directions sur le territoire franc-comtois un nouveau CEF (centre éducatif fermé) très coûteux et dont l'intérêt reste à démontrer!...voir le rapport 2017 sur les lieux privatifs de liberté !), nos directions tentent d'expliquer l'injustifiable.

L'activité du service dans ce qui reste le plus important bassin d'activité du département est forte et pérenne. De nombreux jeunes et leurs familles y sont reçus et la suppression de ces locaux rendra encore plus compliqué l'exercice des missions de service public par cette unité pourtant repérée et inscrite dans un riche réseau de partenaires. Ce choix budgétaire révèle donc également la méconnaissance totale de la réalité du travail éducatif local.



Une décision méprisante !

Injustifiable « économiquement », cette décision se fait au mépris des agents mais également des bénéficiaires des mesures éducatives : les jeunes et leurs parents. Parfois grandement fragilisés sur le plan social, notre présence en proximité s'avère souvent décisive pour accompagner notre public et construire le lien éducatif et humain indispensable. Comment imaginer une prise en charge éducative de qualité, au plus près des adolescents, sans pouvoir les accueillir dignement. Au quotidien, c'est bien de locaux propres à la spécificité de nos interventions dont nous avons besoin. Nous avons, presque chaque jour, plusieurs entretiens simultanés : nous ne pouvons en aucun cas nous satisfaire d'un seul bureau prêté par un partenaire ou rattaché à un service de l'administration pénitentiaire comme notre direction semble l'envisager ! Sans locaux propres, quid de la possibilité d'accueillir les familles en dehors des heures d'ouverture ? Terminés aussi les possibilités de rendez-vous spontanés (pourtant fréquents pour nos ados et leurs familles...) dans un service identifié !

Au SPIP il y aura un risque de contact entre les familles suivies (pour certaines en Protection de l'Enfance) et les adultes suivis au pénal. Pas de places pour les personnels intervenant principalement sur Dole (plus de 40 familles suivies et des situations en attente faute de moyens humains) ni de possibilités de plusieurs rendez vous en même temps, temps de déplacements des agents multiplié, et inégalités encore selon les capacités économiques ou matérielles des familles pour se déplacer...

Parce que nous refusons un tel recul du service public sur ce territoire, synonyme de la baisse de la qualité de l'action éducative et de la dégradation de nos conditions de travail, les personnels majoritairement mobilisés, soutenus par notre section syndicale, appellent leurs directions à changer radicalement d'optique et tous leurs collègues à participer à la journée nationale de grève des services publics du 22 mai 2018.

Pour tout contact :

Xavier RIGOLOT Secrétaire SNPES-PJJ/FSU Franche-comté

→ Tel 03 63 01 74 83 Mail : xavier.rigolot@justice.fr

Mathieu MOREAU Secrétaire régional SNPES-PJJ/FSU Région Grand-centre

→ Tel 03 63 01 74 83 Mail : mathieu.moreau@justice.fr

Cédric SLOTANI Représentant SNPES-PJJ/FSU du Jura et élu au CTIR Grand-centre

→ Tel 03 84 87 03 87 Mail : cedric.soltani@justice.fr